

la méthode violente et bruyante. Et le malheur est que ceux-ci prétendent être les seuls défenseurs de nos droits et traitent de lâcheurs, d'impérialistes, de traîtres ceux qui ne veulent pas se joindre à leur campagne provocante et désastreuse. Là est le mal et le danger.

\* \* \*

Le mal remonte pourtant assez loin pour que le passé nous soit une leçon.

Quand Papineau avec ses outrances révolutionnaires qui avaient déjà produit le désastre de 37 et provoqué le régime de l'Union, commença à attaquer Lafontaine en 1848, il prétendait bien, lui aussi, du haut de ses tirades d'invectives, avoir le monopole de la sagesse politique et du patriotisme, et il traitait tous ceux qui ne pensaient pas comme lui d'aveugles, d'inconséquents, d'asservis au pouvoir et à l'Angleterre. Quel fut le véritable serviteur de son pays ou de sa race: Papineau ou Lafontaine ?

Plus haut encore dans notre histoire, nos grands et clairvoyants évêques Briand et Plessis furent eux aussi en butte aux attaques passionnées pour leur esprit de prudence et de conciliation. Qui refuse aujourd'hui de reconnaître la sagesse de leur patriotisme? Qu'eussent-ils obtenu s'ils s'étaient tournés contre le régime colonial et contre l'Angleterre ?

N'est-ce pas par l'acceptation loyale du régime établi, par l'entente et la coopération avec les meilleurs éléments anglais du Canada et de l'Angleterre, par une sage et prudente diplomatie que nos évêques et nos véritables hommes d'Etat nous ont conservé et augmenté nos droits. Ont-ils jamais fait bande à part? Se sont-ils répandus en injures contre les anglais et contre l'Angleterre? Ont-ils invoqué le principe des nationalités? Se sont-ils formés en parti nationaliste en essayant de grouper tous les Canadiens-Français, clergé et peuple, dans leur parti? Ont-ils soulevé l'irritante question de race? Au contraire, ils se sont efforcés de l'apaiser, de l'écarter, invoquant leur qualité de sujets britanniques, faisant appel à la sagesse politique des institutions de la mère-patrie et à l'équité du peuple anglais.

Il faut défendre nos droits et même nos privilèges, qui ne sont pas tant ceux de la race ou de la nationalité que ceux de notre province, de nos familles, des individus, citoyens égaux en droits avec tous les autres; mais il faut les défendre en nous appuyant sur une base juridique plus solide et moins dangereuse que la nationalité; il faut les défendre en prenant des moyens qui n'aient pas pour effet de nous isoler des autres et de les grouper contre nous, comme on l'a fait. Il faut être patriote énergique et habile, et ne pas être nationaliste étroit et provocateur.

Mais, dira-t-on, ce sont nos adversaires qui ont les premiers parlé de *race supérieure*; c'est leur nationalisme qui a provoqué le nôtre.

Il se peut, et ce serait là une excuse; mais ce n'est pas une raison. Leur tort ne fait pas que nous ayons raison de faire comme eux. Quand nos compatriotes anglais commettent une faute, que nous leur reprochons avec raison, comme contraire au bien du pays, nous ne sommes pas justifiables de faire la même faute ou une faute semblable de notre côté. Nous n'avons pas le droit de les imiter en ce qu'ils font de mal.

Il ne faut pas d'ailleurs oublier que nos compatriotes anglais, étant la majorité, ayant une plus grande puissance politique et financière, peuvent, en un certain sens, se permettre des fautes et des imprudences, dont nous ne pouvons pas nous payer le luxe. Une minorité est tenue, dans un sens, d'avoir plus de prudence, plus de sagesse qu'une majorité.

\* \* \*

Mais le peuple canadien-français, nous diront certains excitateurs des passions populaires, ne l'entend pas ainsi; le peuple est pour la lutte retentissante, et votre tactique est souverainement impopulaire. Le peuple en a de reste de votre conciliation et même de votre modération. Le peuple est pour la manière de Bourassa et de Lavergne: des coups à ceux qui nous attaquent et à ceux qui pourraient nous attaquer, des coups à ceux qui ne pensent pas comme nous et qui osent le dire.—Cela n'est pas vrai et le peuple est plus sage qu'on ne le croit. Dans nos villes et dans nos campagnes, quand on cesse de l'exciter et de lui fausser l'esprit, même en face des sacrifices sensibles exigés pour la guerre, le peuple revient à son bon sens et dit partout: "On sait bien qu'il faut être avec l'Angleterre. On sait bien qu'il faut obéir à la loi."

Voilà ce que dit le peuple dans son ensemble, malgré tout ce que l'on a fait pour lui fausser l'esprit et pour le pousser à la résistance.

Mais quand il serait vrai, en fait, que le peuple, notre brave peuple trompé et exploité, serait pour la manière de Bourassa et de Lavergne, qu'est-ce que cela prouverait? Est-ce que la popularité, même quand elle l'emporte—ce qui n'est pas le cas ici—, serait une règle de sagesse et un critérium de vérité?

C'est un peu ce qu'il faudrait examiner; mais dans un prochain article.

J.-A. LANDER.

## PENSÉES

Tel est l'objet et l'enchaînement des erreurs, qu'après avoir voulu fonder une morale sans religion, on a ensuite voulu fonder une société sans morale; et nous le savons.

LAMENNAIS

Diseur de bons mots, mauvais caractère.

PASCAL